



Madame la Préfète,
Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Monsieur le Président du Conseil Départemental,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Même par temps de crise, demain se décide aujourd'hui.

La **diversité** des situations dans les établissements, la **variabilité** (nécessaire) du protocole pour s'adapter à **l'évolution** de la situation sanitaire, **l'inquiétude** des personnels sans réelles **perspectives sur l'avenir**, génèrent beaucoup d'incertitudes et sont **source de stress**, un stress amplifié par la réactivité dont il faut faire preuve : nombreux sont celles et ceux à signaler leur mise à l'épreuve, leur **fatigue**.

La crise provoquée par la pandémie a fragilisé de nombreuses familles, et par conséquent nos élèves mais aussi les personnels et appelle un soutien plus intense de l'Éducation Nationale.

Le Sgen-CFDT insiste aujourd'hui sur la **tension inédite** qui pèse sur l'ensemble de la communauté éducative.

Victime d'un **sous-financement** chronique depuis de trop nombreuses années, **la fonction publique perd en attractivité et peine à remplir ses missions.**

Pour le Sgen-CFDT, il s'agit d'enclencher un nouveau raisonnement, où la fonction publique est **une richesse** et non un coût, et d'assurer la **reconnaissance professionnelle par une rémunération attractive et des conditions de travail supportables.**

Le Sgen-CFDT demande donc **une politique ambitieuse** et **ce n'est pas en fermant des postes qu'on prépare l'avenir** et que l'on donne un signal positif.

Les nombreux objectifs assignés par le ministre aux écoles maternelles et élémentaires excèdent ce que ces moyens permettent.

Il y aura soit tension, soit politique annoncée mais impossible à mettre en œuvre.

N'oublions pas que l'intensification du travail personnel diminue d'autant la **capacité collective à s'impliquer** dans le suivi et l'accompagnement des élèves. Pourtant les effets de la pandémie mettent l'accent sur **l'enjeu de l'accompagnement** des apprentissages.

Pour le Sgen-CFDT, le budget 2021 aboutit à un schéma d'emplois qui n'est pas en phase avec les politiques publiques que le gouvernement et le ministère souhaitent conduire. Il n'est pas non plus à la hauteur des effets de la pandémie sur le système éducatif.